

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1508 - 5 juillet 1990 - 4,5 F

1492
* 1992

D 1508 AMÉRIQUE LATINE: VERS LA 4E CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ÉPISCOPAT CATHOLIQUE

Dans le cadre des commémorations du 5e centenaire de l'arrivée de Christophe Colomb dans ce qui s'appelle aujourd'hui l'Amérique latine (cf. DIAL D 1497), l'épiscopat de ce continent tiendra sa 4e conférence à Saint-Domingue en octobre 1992. Le Père Joseph Comblin, théologien belge installé au Brésil depuis 1958, brosse un tableau général de la vie de l'Eglise catholique d'Amérique latine depuis la conférence générale de Medellín en 1968. Cette conférence avait vu l'émergence d'une Eglise prioritairement attentive à la pauvreté massive des sociétés latino-américaines. Le bilan et la prospective du P. Comblin sont sans complaisance.

L'interview est extraite du bulletin du Centre d'information de presse (CIP) de Bruxelles du 14 juin 1990.

Note DIAL

CIP - Comment l'Eglise latino-américaine se prépare-t-elle à la commémoration de Saint-Domingue?

J. Comblin - Vous savez, il est difficile de parler encore d'une "Eglise latino-américaine". L'évolution des Eglises locales n'est pas la même d'un pays à l'autre du fait que le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) a cessé d'être un lieu d'échange. Ceci remonte à 1972, quand l'épiscopat du continent, réuni à Sucre pour désigner la nouvelle équipe dirigeante, a vu le nonce apostolique intervenir au moment où l'élection touchait à sa fin. Devant la tournure du scrutin, qui n'allait pas dans le sens qu'il souhaitait, le Vatican a imposé Mgr Pironio à la présidence et Mgr López Trujillo au poste de secrétaire général (un poste-clé, ce dernier étant le seul permanent de l'équipe). Cette intervention a fait basculer tout l'appareil du CELAM, qui est ainsi devenu une machine de guerre du Saint-Siège, au service d'une politique déterminée: promouvoir le retour à la "grande discipline". Les épiscopats se sont retrouvés plus isolés qu'autrefois, et des Eglises hier encore internationales sont aujourd'hui enfermées dans des querelles internes. La conscience latino-américaine s'en ressent très fort.

CIP - Qu'est-ce qui motivait cette intervention romaine?

Précisément cette conscience latino-américaine. Au sein de l'épiscopat émergeaient alors des figures comme Hélder Câmara (Brésil), Leonidas Proaño (Equateur), José A. Dammert (Pérou), Ramón Bogarín (Paraguay) - lequel était promis à la présidence du CELAM... Ces prélats, les premiers depuis le XVIIe siècle à s'être désolidarisés des colonisateurs, avaient compris qu'il fallait construire l'Eglise à partir des nécessités perçues et vécues par eux-mêmes et non en fonction d'impératifs dictés du dehors; bref, qu'il urgeait de décoloniser l'Eglise latino-américaine. C'est ce qui explique la suspicion de Rome, comme du reste celle de la majorité de leur clergé.

Cette génération de Medellín est aujourd'hui hors circuit. Beaucoup sont décédés, les autres sont malades ou à la retraite. Il serait d'ailleurs urgent de faire une

patristique de ces grands prélats, c'est-à-dire de conserver et d'étudier leurs écrits, qui risquent fort, surtout dans des sièges épiscopaux isolés, de se détériorer et d'être perdus à jamais. Cette génération d'évêques est une mémoire historique précieuse. Que garderons-nous de la mémoire historique de Medellín?

CIP - Cette génération n'a-t-elle pas été remplacée?

Il n'y a pas aujourd'hui de génération capable de prendre le relais. Rome souhaite des évêques aussi effacés que possible. La récente politique de nominations ne peut que renforcer la tendance. On trouve encore actuellement au Brésil les deux types de prélats en proportion plus ou moins égale, mais sans doute plus pour très longtemps. Ailleurs, comme au Chili ou au Pérou, cette proportion a déjà basculé.

Rome est en train de démanteler ce que la génération de Medellín avait mis en place. Le cas le plus connu est sans doute celui de Recife, où ce que Mgr Hélder Câmara avait permis de réaliser est anéanti systématiquement. "Il a mis un tel désordre qu'il faut repartir à zéro", dit-on à Rome. On constate effectivement une volonté bien arrêtée de liquider son héritage, et le Saint-Siège a désigné, pour mener à bien cette tâche, un homme particulièrement maladroit.

CIP - Cette conscience latino-américaine, dont l'enjeu est la présence et la solidarité de l'Eglise avec la masse pauvre, qui va la réveiller? Qui est capable de prendre le relais de la génération de Medellín?

Aux laïcs de prendre leurs responsabilités, de saisir l'occasion qui leur est donnée de s'exprimer. Le droit canonique les autorise d'ailleurs à se constituer en associations.

Qui d'autre, en effet? Les évêques, nous l'avons vu, seront de plus en plus étroitement contrôlés. Les prêtres? Il ne faut pas se faire d'illusion, les directives qui suivront le prochain synode des évêques d'octobre prochain sont déjà connues: il faudra, avant tout, fermer les portes du séminaire pour éviter tout contact avec l'extérieur. Il y a fort à parier qu'on en reviendra à la formation traditionnelle. Les prêtres continueront de fournir des cadres aux mouvements d'élite et non au mouvement populaire. Quant aux religieux, ils n'ont plus d'autonomie, depuis que la Confédération latino-américaine des religieux (CLAR), qui était déjà dans le collimateur de la nouvelle équipe imposée par Rome au CELAM, a elle aussi été mise au pas. En lui imposant un nouveau secrétaire général en lieu et place d'une religieuse, qui avait été élue conformément aux statuts qu'il a pourtant approuvés, le Saint-Siège a fait de la CLAR ce qu'il a fait du CELAM: son otage, un instrument au service de sa politique. La CLAR a cessé d'exister en tant que lieu de ralliement. S'il est vrai que les congrégations les plus importantes, comme les Jésuites, ont les moyens de ne pas se laisser intimider, c'est dramatique pour les petites congrégations.

CIP - Les laïcs sont-ils prêts à jouer leur rôle?

Sous les régimes militaires, il y a de cela une vingtaine d'années, la répression a fortement affaibli les mouvements populaires, ce qui a contribué à la démobilisation des laïcs. C'est alors le clergé qui parlait. Mais aujourd'hui que les nouvelles démocraties élargissent leur espace de parole, les laïcs qui appartiennent à la classe moyenne peuvent s'exprimer. Par classe moyenne, j'entends la minorité qui a accès à l'instruction, qui est ainsi en mesure de s'informer, et donc fait l'opinion (ce n'est évidemment pas le cas de la masse). Malheureusement, depuis vingt ans que ces laïcs ont cet espace de parole, ils n'en ont toujours pas profité.

CIP - Qu'est-ce qui explique cette démobilisation de l'élite chrétienne?

En Amérique latine, les universités sont des machines à donner des cours, non des lieux de pensée où l'on cherche à faire l'articulation entre la foi et les responsabilités du chrétien dans une société en gestation.

La voix qui domine à l'université, c'est celle de mouvements basés sur une spiritualité forte, comme l'Opus Dei, Communion et Libération, les Focolari, le Renou-

veau charismatique... A São Paulo, les 400.000 étudiants universitaires ne disposent, parmi les aumôniers, que de trois prêtres diocésains, les autres proviennent des mouvements que je viens de citer. Ceux-ci se sont développés sous la couverture des régimes militaires, ce qui suppose la privatisation de toute pensée.

Le fait que les universités ne sont pas des lieux de pensée a aussi pour conséquence qu'on se fixe sur l'immédiat (par exemple, dans le domaine politique, gagner les prochaines élections), non sur le long terme. On trouve très peu de gens capables de penser à une génération de distance.

S'ajoutent à cela les séquelles de la phase révolutionnaire, où tout était effectivement concentré sur la conquête du pouvoir politique par des avant-gardes populaires et par les moyens les plus expéditifs possibles. La chute d'Allende au Chili (1973), a marqué un coup d'arrêt fatal qui a paralysé tout projet progressiste, en réduisant au silence une gauche intellectuellement traumatisée. L'évolution récente à l'Est ne va rien arranger, car cela les conforte dans l'idée que la voie marxiste-léniniste, qui est d'ailleurs en recul depuis une dizaine d'années suite à son échec quasiment partout sur le continent, conduit bien à une impasse.

CIP - Les masses pauvres restent donc livrées à elles-mêmes...

L'incapacité à investir dans le long terme a en effet détourné de l'objectif essentiel: une action patiente et persévérante au milieu du peuple. Or, tout changement de société est impossible sans l'intervention des masses. Il y a là un grand défi. Les mouvements de gauche devraient avoir des militants qui se consacrent à la conscientisation du peuple. Car les mouvements révolutionnaires n'ont généralement jamais été en contact avec la masse: celle-ci n'avait qu'à suivre. Ils utilisaient en outre un langage qui lui est étranger.

Les leaders populistes, par contre, savent parfaitement se faire comprendre du peuple. C'est ce qui explique le progrès fulgurant du fondamentalisme religieux. Au début, il y a un peu plus de vingt ans, on n'y a pas attaché d'importance. Aujourd'hui, ils sont en plein boom, surtout les pentecôtistes; et certains épiscopats sont fort inquiets. C'est qu'ils sont des milliers de missionnaires - chaque converti étant un missionnaire - à faire du porte-à-porte, et les adhésions se comptent par millions dans tout le continent. J'habite dans le Nordeste brésilien où, dans les endroits les plus reculés, on ne voit un prêtre que tous les six mois. Dans mon village de deux mille habitants, j'ai vu surgir en quatre ans quatre nouvelles églises! Cela doit bien correspondre à un besoin...

Pendant ce temps-là, l'Eglise ne dispose que de peu de personnel: quelque 50.000 prêtres pour toute l'Amérique latine. Au Brésil, ils sont 13.000 pour une population de 150 millions d'habitants; et la moitié sont âgés ou se consacrent à des activités bureaucratiques. Dans le Nordeste, il y a un prêtre pour 50.000 habitants. Qu'attend-on pour promouvoir le laïcat!

Si on ne forme pas rapidement des millions de laïcs, dans vingt ans, il ne restera plus grand chose. Le catholicisme traditionnel s'épuise rapidement. L'urbanisation n'y est pas étrangère. Dans les zones urbaines, de plus en plus peuplées, la télévision contribue grandement à cette disparition de la religion traditionnelle et des valeurs familiales qui s'y rattachaient. C'est pourquoi il est urgent pour l'Eglise de rétablir les contacts interpersonnels. Elle ne pourra le faire sans les laïcs.

CIP - Les communautés ecclésiales de base ne peuvent-elles jouer ce rôle?

Oui, pour autant qu'elles existent et qu'elles soient délivrées de l'emprise cléricale. Elles sont inexistantes en Argentine, clandestines en Equateur, en Colombie et en Amérique centrale, présentes dans seulement quatre ou cinq diocèses au Mexique. Au Brésil, elles sont inscrites au programme de la conférence épiscopale, mais tout n'est pas résolu pour autant: des évêques qui les promeuvent doivent compter avec la résistance d'un clergé qui n'a pas modifié sa pratique pastorale et qui entend tout régenter. A l'inverse des communautés fondamentalistes, les communautés de base sont peu missionnaires; on en est resté à la structure catholique héritée du Moyen-Age, où la paroisse est un monopole: chaque communauté de base a "son" territoire.

CIP - Les laïcs se sentent-ils reconnus?

Le clergé reste omniprésent. L'instauration d'une vraie pratique démocratique dans la société occidentale a déjà pris tant de temps, alors dans l'Eglise... La démocratie, cela implique que les problèmes soient toujours situés dans une perspective communautaire, en isolant les enjeux individuels, et que les décisions soient prises collectivement, en vue du bien commun. Or, dans l'Eglise catholique, on en est toujours à l'Ancien Régime: c'est le fait du prince qui continue de prévaloir, à moins de circonvenir celui-ci (le prêtre ou l'évêque) et de trouver le moyen d'infléchir sa décision.

Pour que les laïcs se lèvent, il faut qu'ils soient pris au sérieux, qu'ils soient reconnus et confirmés dans leur travail. Tant qu'on ne mettra pas en place une structure juridique adéquate, il sera difficile de sortir du cléricalisme et de l'autoritarisme. Aujourd'hui, dans l'Eglise, il y a ce que j'appellerais un autoritarisme d'amour qui est paralysant, une sorte de chantage au nom de l'amitié, de l'amour, de la paix: ne pas faire de peine, éviter les conflits...

Il en va tout autrement chez les pentecôtistes et autres sectes fondamentalistes. Il y a là des milliers de pasteurs (on devient pasteur en peu de temps), des gens qui se sont découverts missionnaires. Et d'autant plus enthousiastes que, baptisés dans l'Eglise catholique, ils étaient frustrés de ne pouvoir y être missionnaires et que leur rôle est valorisant. Si l'Eglise catholique tarde, d'autres les suivront. Carnous nous trouvons dans un continent où le marché religieux est plus fort et plus ouvert que jamais, où tout rôle social passe par la religion. Pour les masses pauvres, confrontées à des problèmes économiques insurmontables, la religion est, en effet, le grand débouché.

CIP - A vous entendre, le sort de l'Eglise latino-américaine est aux mains des laïcs.

C'est tout-à-fait clair. Et il y a encore dans l'Eglise latino-américaine des millions de missionnaires potentiels. Mais pour qu'ils se révèlent, il faut qu'ils se sentent reconnus. Chez eux, la perspective de ne pas être "engagés" freine le désir de formation. Or, Rome n'encourage pas cette évolution. C'est donc comme si c'était interdit. Le bon catholique, c'est celui qui ne fait rien, qui ne crée aucun problème.

Il y a, je le répète, des millions de vocations chez les laïcs, mais pas pour le modèle d'Eglise que l'on propose. Il faut aller à l'encontre de la politique actuelle. Pour Rome, la grande priorité, c'est l'éveil des vocations sacerdotales. Or, même si un miracle devait se produire, il est impossible de doubler les effectifs du clergé en une génération. Et même à supposer que ce miracle advienne, dans le même temps, la population aura doublé, et on en sera au même point qu'aujourd'hui.

C'est pourquoi il faut avoir le courage de reconsidérer la politique actuelle. Miser sur les laïcs, c'est le meilleur investissement que l'on puisse faire. En tout cas, concentrer toute la stratégie sur le clergé est un suicide pour l'Eglise en Amérique latine. C'est pourtant ce qu'on est en train de faire...

En attendant, l'option pour les pauvres est en train de s'estomper. Des groupes comme Communion et Libération travaillent surtout à reconstituer une culture catholique: c'est la "nouvelle évangélisation" et le programme est le même que pour l'Europe. Dans une telle perspective, parler de l'option préférentielle pour les pauvres, c'est jouer les trouble-fête.

(Diffusion DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441